



ARRÊTÉ N° 17-DDPP-17
portant prescriptions complémentaires

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°16-68 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 436/DDPP/16 du 28 octobre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17763 du 21 juin 1996 modifié réglementant les activités de la société TOTAL MARKETING FRANCE, Relais du Bourdon sur le territoire de la commune de St-Chamond ;

VU l'arrêté préfectoral n°322-DDPP-16 du 5 août 2016 portant prescriptions complémentaires ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2016 ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au cours de sa séance du 5 décembre 2016 ;

VU l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre et poursuivre des actions particulières pour remédier aux pollutions des eaux souterraines et du sol au droit du site Relais du Bourdon à St-Chamond ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la LOIRE

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La société TOTAL MARKETING FRANCE dont le siège social se trouve à NANTERRE, 562 avenue du Parc de l'Ile, est tenue de se conformer au présent arrêté en vu de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l' Environnement, pour le site qu'elle exploite à SAINT CHAMOND, Aire des Pays du Gier, dénommé Relais du Bourdon.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°322-DDPP-16 du 5 août 2016 susvisé sont abrogées.

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

Article 2.1 - Conception du réseau de forages

Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site, seront définis :

- le nombre de piézomètres à installer pour tenir compte de la destruction de certains ouvrages du réseau existant
- leur lieu d'implantation
- leur profondeur

Article 2.2 - Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Article 2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 2.4 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- Hydrocarbures totaux
- BTEX

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols (par exemple Hydrocarbures aromatiques polycycliques).

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 2.5 – Echéances de mise en œuvre

L'entreprise TOTAL MARKETING FRANCE devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Réalisation des analyses d'eaux souterraines : campagnes trimestrielles

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Article 2.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord

avec l'inspecteur des installations classées. A minima, elle s'intégrera à un programme de suivi quadriennal du milieu « eaux souterraines » et donnera lieu à bilan quadriennal.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 3 – MESURES DE GESTION

Sur la base des éléments de diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, **des mesures de gestion** seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnées au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert

Si après

- une comparaison de l'état des milieux hors du site aux valeurs réglementaires ou
- une évaluation quantitative des risques sanitaires

une incompatibilité est mise en évidence entre les usages et les milieux d'exposition, les mesures de gestion auront pour objectif de restaurer la compatibilité de l'état des milieux hors du site avec les usages qui leur sont fixés.

L'étude comprendra en outre une synthèse technique et non technique.

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

ARTICLE 4 - BILAN QUADRIENNAL

Dans tous les cas, à l'issu des investigations sur site [et hors site] et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 - CHOIX DES PRESTATAIRES

Pour réaliser cette étude, la société TOTAL MARKETING FRANCE devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 6 – ÉCHÉANCIER AVANT TRAVAUX

La société TOTAL MARKETING SERVICES devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux :

6 mois

ARTICLE 7 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision.

ARTICLE 9 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de St-Chamond pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de St-Chamond fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société TOTAL MARKETING FRANCE.

ARTICLE 10 – EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de St-Chamond sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le 13 janvier 2017

La Directrice Départementale de la
Protection des Populations

Nathalie GUERSON

Copie adressée à :

- TOTAL MARKETING FRANCE

562 Avenue du Parc de l'Île

92029 NANTERRE Cedex

- Monsieur le maire de ST-CHAMOND

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement –

UT interdépartementale Loire – Haute-Loire Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

